

Capitale trop nationale

Marc Haentjens

Numéro 72, mai 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/42903ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haentjens, M. (1993). Capitale trop nationale. *Liaison*, (72), 18–20.

CAPITALE TROP NATIONALE

Quiconque vient de l'extérieur peut facilement s'exclamer devant les richesses culturelles d'Ottawa. Avec ses flèches de cathédrale, qui font perdre d'ailleurs un peu d'éclat à la (vraie) cathédrale Notre-Dame, le Musée des beaux-arts a, à lui seul, de quoi émerveiller. Du haut de la pointe Nepean, où il rappelle un peu le pavillon du Canada flottant dans le port de Vancouver, il offre à la population et aux touristes une succession d'expositions plus presti-



Photo : Jules Villemaire

gieuses les unes que les autres. Et encore ne dévoile-t-il qu'une mince partie de ses trésors.

Pas loin, sur l'autre rive en fait, le Musée des civilisations offre encore un exemple de grandeur. Splendide par sa conception, quasi géologique, il réunit une des plus belles collections de totems au pays et abrite constamment une multitude d'expositions et d'activités. Pour compléter le *tour*, en soirée, le Centre national des Arts – seul complexe des arts de la scène au pays à tirer directement son budget du Parle-

UNE ANALYSE
DE
MARC HAENTJENS

Musée des beaux-arts du Canada

Dire qu'Ottawa est gâtée relève presque de l'arrogance. Jamais un centre de cette importance (Ottawa demeure une ville moyenne) pourrait s'en permettre autant. On le devine bien, les guides touristiques ont la tâche facile. Même la population, qui n'en profite pas toujours, a quelque part le sentiment d'un privilège. Et c'est d'ailleurs la source de différents malentendus.

ment – présente dans ses trois salles une programmation variée de théâtre, de musique, de danse, d'opéra... Et je n'ai pas même évoqué les musées plus mineurs (Musées des Sciences, de la Nature, de la Photographie) ni les multiples festivals qui, sous l'égide entre autres de la Commission de la Capitale nationale, animent régulièrement la cité.

Il point pourtant, dans cette abondance de richesses, une sorte de malaise, difficilement perceptible à première vue mais plus présent à mesure qu'on s'installe, qu'on habite la place. Où sont nos artistes ? Où s'exprime la vie artistique locale ? Elle se manifeste ni dans ces musées ni dans ces temples. À vrai dire, ce qu'on retrouve dans ces lieux est d'un autre temps ou d'ailleurs. C'est alors graduellement qu'on découvre la Cour des arts, le Musée Bytown, puis les galeries Rodrigue-Lemay, Caligramme ou Saw. De petits édifices pour le cas, charmants éventuellement, mais d'une autre dimension, plus modeste dirait-on, plus régionale. Et pas toujours, mais souvent, à l'écart du va-et-vient, des grands mouvements que génèrent les institutions fédérales.

Au détriment de la communauté artistique locale

Derrière l'opulence, se découvrent ainsi la fragilité, l'étroitesse et l'essoufflement d'une communauté artistique qui se voit beaucoup plus ombragée, elle, que servie par tous ces monuments. Car, outre de lui disputer son public ou sa clientèle, avec des moyens évidemment déloyaux, la présence de ces institutions a eu aussi comme effet, au fil des ans, de désensibiliser entièrement les pouvoirs publics d'investir toute autre forme d'argent dans la vie culturelle locale. Qui, d'ailleurs, parmi les contribuables, l'aurait compris ?

L'échec du projet de centre municipal envisagé dans les années 1980, sur le site de l'ancien Teacher's College, l'a bien prouvé. Malgré l'acharnement de la maire Marion Dewar à le défendre, à l'époque, très peu de politiciens ont

Dossier

LA VILLE D'OTTAWA S'INVESTIT

Après être longtemps restée absente de la vie artistique et culturelle locale, la Ville d'Ottawa connaît depuis cinq ans une lente mais sûre évolution en faveur des arts. Suite à une importante étude commandée à une firme de la région, son Conseil municipal adoptait, en 1988, une *Politique culturelle* établissant notamment sa responsabilité d'assurer «la sauvegarde et la mise en valeur de l'identité culturelle locale dynamique et variée».

Cette politique conduisait, deux ans plus tard, à la création d'un Programme d'aide aux organismes culturels dont le montant, même minime (250 000 \$), ouvrait du moins l'accès des groupes artistiques et culturels locaux à un financement municipal de base.

Autre développement : la création en juin 1991 d'un Comité de travail sur la culture / Citizens' Task Force on Culture allait permettre de définir les modalités de mise en oeuvre de cette politique. Le premier rapport du Comité, intitulé «1% pour la culture», amenait la Ville à accroître son programme d'aide (485 000 \$ en 1992,

635 000 \$ en 1993) et consacrait son engagement à allouer, d'ici 1995, 1% de son budget au secteur des arts et de la culture. Ce rapport suscitait également l'engagement d'une réflexion stratégique sur les équipements culturels dont les résultats devraient être prochainement publiés.

Déposé au Conseil municipal en décembre dernier, le second rapport du Comité vient principalement confirmer ces orientations et recommander la mise en place d'un Comité permanent / Leadership Committee chargé de poursuivre son mandat. Une recommandation également adoptée.

La Ville d'Ottawa s'affirme donc aujourd'hui comme un partenaire beaucoup plus actif du développement artistique et culturel local. Forte de son cheminement, elle aimerait maintenant convaincre les autres municipalités de la région de lui emboîter le pas. Si son exemple se généralisait, ce pourrait être tout un nouveau dynamisme qui serait ainsi insufflé à la vie artistique régionale.

Photo : Jules Villemaire

voulu l'appuyer. Conscients, sans doute, qu'ils reflétaient le point de vue de leurs électeurs. Un autre centre municipal, pourquoi faire ?

Pendant longtemps, cette attitude s'est avérée partagée par la plupart des paliers gouvernementaux. La Ville, en premier lieu, est restée indifférente aux réclamations des artistes, et ce, durant de nombreuses années. Il a fallu leurs pressions répétées – et un certain nombre de fermetures dramatiques – pour que finalement elle s'en mêle (voir encadré). La Province non plus n'a jamais démontré beaucoup d'intérêt pour la communauté artistique d'Ottawa, la regardant de loin, comme s'il s'agissait un peu d'un terrain fédéral. Les chiffres du Conseil des arts de l'Ontario l'attestent. Même le Secrétariat d'État, défenseur des communautés francophones, s'est souvent montré réticent à l'égard des institutions culturelles d'Ottawa, ne sentant pas là l'urgence qui l'habite ailleurs (l'assimilation ?).

Une réalité peu glorieuse

Cette unanime tiédeur a évidemment eu pour effet de freiner le développement artistique d'Ottawa et de précipiter même un certain nombre d'entreprises locales vers la faillite.

Durant les années 1980, deux théâtres anglophones d'Ottawa – Penguin Theatre et Theatre 2000 – ont dû ainsi fermer leurs portes, n'en laissant réellement plus qu'un en vie (Great Canadian Theatre Company), ce qui est peu, somme toute, vu la taille de la population anglophone. Régulièrement, la Ville se voit aussi alertée par les plus grandes institutions artistiques locales – École d'arts, Ottawa Symphony, Opera Lyra... – et doit puiser dans son fonds de secours pour les rescaper, temporairement du moins.

La situation de la communauté artistique francophone n'est guère plus reluisante, même si elle a des raisons d'espérer plus ici qu'ailleurs. Sans que ce soit l'inverse (la réalité n'est certes pas plus rose à Sudbury, à Toronto ou ailleurs), ce n'est pas non plus toujours mieux. Malgré le nombre imposant de théâtres francophones qui y sont réunis, Ottawa n'offre toujours pas de lieu où ces théâtres pourraient se produire (voir page 23). Leur principale option reste la Cour des arts, avec les limites déjà évoquées. Les artistes visuels vivent une situation analogue, exception faite de leur recours aux galeries privées (récemment enrichies de la Galerie Jean-Claude Bergeron). Et ce ne sont pas non plus les maisons d'édition, les

Dossier



cinéastes ou les chansonniers qui peuvent se vanter d'être tellement plus choyés.

Un vent nouveau

Plusieurs facteurs pourraient cependant signaler un changement. La Ville d'Ottawa, d'abord, manifeste depuis quelques années sa volonté d'intervenir plus largement dans le secteur des arts et de la culture. Nonobstant les lacunes déjà mentionnées, la Cour des arts demeure l'une des principales réalisations et se maintient d'abord grâce à l'appui du gouvernement local. L'intervention de ce dernier a également sauvé plusieurs institutions d'un sort identique au Penguin Theatre ou au Theatre 2000. Et l'on n'entend pas en rester là. De façon plus timide mais tout de même significative, la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton (MROC) a aussi fait un pas en faveur de la «faune artistique locale» en élargissant son programme de subventions aux arts et en fermant la porte au Centre national des Arts qui (comble d'ironie) récoltait jadis environ deux tiers des subventions régionales.

Les institutions fédérales elles-mêmes semblent s'intéresser davantage à la vie artistique régionale. Le fait n'est pas totalement nouveau pour le Théâtre français du CNA qui, sous l'im-

La Cour des arts

Même si elle demeure vétuste, même si elle peut honnêtement envier d'autres centres artistiques dans des villes de moindre importance, la Cour des arts représente une importante réalisation et se maintient grâce à l'appui du gouvernement local.

pulsion notamment de Jean-Claude Marcus et de Jean-Claude Legal, nourrit depuis nombre d'années des liens avec les théâtres francophones de la région. Ce qui est plus nouveau, c'est la volonté du directeur général du Centre, Yvon DesRochers, d'instituer ces liens à la grandeur du CNA et de lui donner ainsi un véritable mandat régional. Volonté qui semble également perceptible chez le nouveau président de la Commission de la Capitale nationale, Marcel Beaudry. Reste bien sûr à savoir comment cette volonté se traduira et ce qu'elle signifiera pour les artistes locaux. On ne peut tout de même pas manquer d'y voir des signes positifs de changement.

Toutes ces évolutions pourraient donc fournir aux artistes d'Ottawa – francophones et anglophones – des raisons d'espérer un avenir meilleur. Qu'ils puissent d'une façon être traités comme si le Parlement n'existait pas, comme si toutes ces opulentes structures étaient absentes de leur paysage, comme si, en somme, Ottawa pouvait simplement jouer le rôle d'une capitale régionale. Alors, pourraient-ils aussi espérer, comme d'autres artistes ou entreprises artistiques au pays, être exposés dans ces murs ou produits sur une de ces scènes où se consacre notre culture nationale.

Dossier